

**COMPTE-RENDU tenant lieu de PROCES-VERBAL
du Conseil Municipal
de la commune de Murviel-lès-Montpellier**

Séance du mardi 23 mars 2021

L'an deux mille vingt et un et le vingt-trois mars à 19h00, le conseil municipal de cette commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle LAMOUREUX, sous la Présidence de Madame TOUZARD Isabelle, Maire.

Nombre des Membres

En Exercice	19
Présents	17
Qui ont pris part à la délibération	19

Présents : Mmes Isabelle TOUZARD, Hélène BONNECUELLE, Corine DURAND, Claudine MOYA-ANNE, Juliette PAPROCKI-CAMARD, Véronique POMAREDE, Laurence ROUSSEAU, Séverine SEGISMONT, Yolande THEROND.

MM. Dominique BARIL, Gilles CHICAUD, Gilles CUSIN, Guilhem GARCIN, Laurent MAYOUX, Jean-Claude MOURET, Patrick ORTIGOSA, Bernard SENAULT.

Pouvoirs : Mme Mélanie ARNAL avait donné pouvoir à Mme Claudine MOYA-ANNE, M. Laurent PRAT avait donné pouvoir à M. Bernard SENAULT.

DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

Mme Juliette PAPROCKI-CAMARD est élue secrétaire de séance.

APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est approuvé à l'unanimité des présents.

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU 23 février 2021

Le compte rendu tenant lieu de procès-verbal est approuvé à l'unanimité

N°17/2021 - CRISE COVID 19 – EXONERATION TOTALE LOYERS COMMERCIAUX

Mme SEGISMONT, Adjointe aux finances rappelle,

En date du 18 Juin 2020, le Conseil Municipal avait délibéré sur des exonérations partielles et totales pour les loyers commerciaux du village.

En janvier 2021 une exonération a été consentie jusqu'en mars 2021.

Sur proposition de Madame la Maire, Mme SEGISMONT propose au Conseil Municipal de renouveler cette initiative pour la Brasserie de l'Oppidum.

En effet, l'activité de la Brasserie est en baisse eu égard au contexte de la crise sanitaire dû au COVID-19.

Les dernières annonces impliquant une fermeture totale des établissements depuis le 30 octobre entraînent de facto une baisse du chiffre d'affaire significative.

Mme la Maire propose la remise gracieuse des loyers à partir d'avril 2021 et ce jusqu'au mois de juin inclus pour la Brasserie de l'Oppidum ;

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

- **APPROUVE** les explications de Madame la Maire,
- **DECIDE** de renouveler l'exonération des paiements des loyers de la Brasserie de l'oppidum, à partir du mois d'avril 2021 et ce jusqu'en juin 2021.

N°18/2021 - DEMANDE DE SUBVENTION – JARDINS

M. BARIL, Conseiller Municipal présente aux membres du conseil l'appel à projet Jardins Partagés qui vient de paraître.

Lors de la période de confinement début 2020, lié à la crise du Covid 19, la question de l'accès à une alimentation locale, fraîche, saine et d'un coût abordable s'est particulièrement posée dans les zones urbaines et périurbaines.

Les jardins partagés et collectifs existants ont permis de répondre à ces questions notamment pour des personnes rencontrant des difficultés économiques et sociales. Bénéficier d'un jardin partagé ou collectif est en outre favorable à la santé et au bien-être, en donnant l'occasion de sortir en plein air à proximité de son domicile, de sociabiliser avec d'autres habitants du quartier de toutes origines, d'exercer une activité physique relaxante, et de participer concrètement aux enjeux agroécologiques et climatiques.

En donnant l'occasion aux citoyens de se confronter à des formes de production agricole, même à petite échelle, les jardins partagés ou collectifs permettent de créer du lien entre monde rural et urbain, en reconnectant les citoyens aux cycles du vivant.

Aussi, le plan de relance prévoit une mesure pour le développement des jardins partagés et collectifs.

Le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, qui est en charge du pilotage du volet « Jardins partagés et agriculture urbaine » du plan de relance, a souhaité engager un déploiement plus massif des jardins partagés ou collectifs dès le début 2021.

Ce sont ainsi 17 millions d'Euros qui sont fléchés dans le plan de relance pour le développement de jardins partagés ou collectifs (déjà existants ou à créer), dans les zones urbaines ou périurbaines, sur l'ensemble du territoire métropolitain ou ultramarin.

Cette nouvelle opportunité s'est fait connaître après que le conseil ait déjà délibéré sur une demande de subvention.

Aussi, il convient de compléter la précédente délibération pour y ajouter des dépenses qui n'avaient pas été prises en compte.

Ainsi les travaux qui permettront d'aménager le site dans les meilleures conditions sont les suivantes :

• Création d'une protection sur le puits (clôture) :	500 € H.T.
• Clôture :	4 000 € HT
• Défrichage :	2 700 € H.T.
• Relevé topographique géomètre :	1 600 € H. T
• Achat de petit matériel :	1 000 € H.T.
• Adduction d'eau Potable :	2 700 € H.T.
• Création d'un forage :	4 900 € H. T
• Aménagement d'une rampe d'accès pour PMR	5 000 € H. T
• Frais de personnel	4 200 € H.T

Le montant global de ces travaux s'élèverait à **26 600 € H.T.**

M. BARIL propose au Conseil de solliciter une aide la plus élevée possible auprès du Conseil Départemental 34 et de la Préfecture de l'Hérault, pour accompagner financièrement la réalisation de ces travaux.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

M. BARIL Précise que le terrain a été préparé et que la parcelle sera mise à disposition de l'association des jardins partagés de Murviel.

Il indique que le griffage du jardin a été réalisé et qu'ils attendent désormais les devis pour la clôture.

Il indique qu'il souhaite également mettre en place une arrivée d'eau potable temporaire, dans l'attente de pouvoir utiliser l'eau brute grâce à la réalisation d'un forage.

M. ORTIGOSA propose de mettre en place une pompe pour puiser l'eau de la source et la stocker dans une cuve. Il propose également d'installer une borne électrique pour brancher cette pompe.

Mme TOUZARD rappelle l'objectif d'économie du projet. Il est donc nécessaire de bien penser le dispositif avant d'agir.

M. MOURET remercie les élus qui l'ont suppléé sur ce dossier le temps de son repos.

Il indique reprendre petit à petit son investissement sur ce projet.

- **APPROUVE** les explications de M. BARIL, Conseiller Municipal,
- **SOLLICITE** une subvention la plus élevée possible auprès du Département et de la Préfecture de l'Hérault, pour réaliser les travaux.
- **AUTORISE** Mme la Maire à signer tous les documents y afférents.

N°19/2021 - CHARTE LABEL EAU : DEMARCHE DE LABELISATION VIA LE LABEL « COMMUNE ECONOMIE EN EAU » - Approbation de la convention avec l'ALEC et MONTPELLIER MEDITERANNEE METROPOLE

Madame la maire présente,

La présente Charte a pour objet d'inciter la commune à mettre en œuvre, de manière coordonnée et efficace, des actions en faveur des économies d'eau afin de préserver les ressources en eau du territoire.

Les objectifs sont les suivants :

- Etudier (connaissance du patrimoine en eau, suivi des consommations, exploiter les dispositifs de transmission en temps réel de l'information ...),

- Equiper (moyens de comptage, remplacement des conduites défectueuses, matériel hydro-économe...),
- Sensibiliser (formation du personnel communal, sensibilisation des usagers, éducation des scolaires...).

La Charte formalise un engagement de principe et est associée à un Label dont l'attribution, pour chaque commune, est décidée par une instance compétente et indépendante, au regard d'une part, des actions menées sur le périmètre communal et d'autre part des objectifs atteints en matière d'économies d'eau.

Ce Label complète le dispositif et ne peut être dissocié de la Charte. Ainsi, une adhésion à la Charte vaut, pour la commune, une participation à la démarche de labellisation.

Afin de tenir compte des différentes situations, en termes notamment de moyens et de compétences, **un plan d'actions spécifique** sera établi en concertation avec chaque commune et précisera les objectifs à atteindre, année après année pour mener des actions progressives et déterminantes en matière d'économies d'eau.

La liste d'opérations permettra de préciser les principaux leviers d'économies d'eau. Elle ne se veut ni exhaustive, ni exclusive.

La commune peut prendre l'initiative de conduire d'autres actions susceptibles d'être valorisées dans le cadre de cette Charte dès lors qu'elles répondent aux grands principes énoncés et sont susceptibles d'être efficaces.

La commune accepte de respecter le Règlement du Label annexé à la Charte et de participer à la procédure de labellisation selon ce Règlement.

Elle accepte le Règlement adopté chaque année, dès lors qu'elle ne renonce pas à son engagement à la Charte.

Ainsi, il est proposé aux conseillers d'approuver le projet de charte et de s'engager dans cette démarche labellisée d'économies d'eau.

Il est proposé au conseil de,

- **APPROUVER** la charte Label EAU ;
- **AUTORISER** Mme la Maire à signer tous documents y afférents.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Mme TOUZARD indique que beaucoup de choses ont déjà été faites pour économiser l'eau.

Il y a certes des fuites sur certaines de nos canalisations (notamment aux écoles), mais nous veillons à ce que cela arrive le moins possible sur nos canalisations vétustes.

L'engagement dans cette charte implique la réalisation d'un diagnostic puis de s'engager dans un programme d'actions.

Elle indique qu'au sein de la Métropole, 17 communes ont déjà signé cette charte.

M. ORTIGOSA indique qu'il faudrait faire de la sensibilisation auprès des habitants pour la détection de fuites à leur domicile.

On pourrait diffuser une plaquette ou créer une journée de l'eau par exemple.

Mme TOUZARD indique que ce sont en effet des choses que l'on peut proposer. Mme TOUZARD précise que L'ALEC a des outils de communication et de sensibilisation qu'elle peut mettre à la disposition des collectivités.

Le passage à la régie de l'eau sera l'occasion de communiquer.

M. SENAULT Indique que pour sa part, il suit ses consommations d'eau sur le site suez et la consommation est donc suivie quasi quotidiennement et l'on peut être alerté si il y a des dépassements.

M. MAYOUX ajoute que l'on peut soi-même fixer son seuil d'alerte et ainsi détecter les fuites éventuelles.

La commune d'engageant dans une démarche de progrès, M. MAYOUX souhaite savoir si un suivi est fait aujourd'hui et surtout si l'on possède un état à l'instant T.

Mme TOUZARD indique que depuis 2014 l'ALEC assure, via son Conseiller en énergie, un suivi des consommations eau et électricité de la collectivité.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents,

- **APPROUVE** la charte Label EAU ;
- **AUTORISE** Mme la Maire à signer tous documents y afférents.

N°20/2021 - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2020 - BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Madame Séverine SEGISMONT, Adjointe en charge des Finances, informe les membres du Conseil Municipal qu'au vu des éléments suivants, il est nécessaire d'affecter le résultat de l'exercice comptable de l'année 2020.

Considérant que le compte administratif 2020 a été arrêté avec :

- Un excédent de Fonctionnement 2020 de **351 404.90 €**,
- Un déficit d'Investissement 2020 de **104 774.24 €**.

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2020,

L'affectation de résultat de fonctionnement de l'exercice 2020 sera donc :

- **181 404.90 €**, en section de Fonctionnement au compte 002 en recette du Budget Primitif 2021,
- **104 774.24 €** en section d'Investissement au compte 001 en dépenses du Budget Primitif 2021,
- **170 000 €** en section d'Investissement au compte 1068 en recette du Budget Primitif 2021.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance en tous ses termes, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents.

- **ACCEPTE** l'affectation mentionnée ci-dessus,
- **DECIDE** d'affecter le résultat de fonctionnement de l'exercice 2020 comme suit :

• **181 404.90 €**, en section de Fonctionnement au compte 002 en recette du Budget Primitif 2021,

• **170 000 €** en section d'Investissement au compte 1068 en recette du Budget Primitif 2021.

N°21/2021 - VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2021

Mme Séverine SEGISMONT, adjointe en charge des finances, propose, sur décision du Maire que les taux d'imposition restent inchangés.

Cependant, à la suite de la réforme sur la Taxe d'Habitation, le taux de la taxe foncière bâti est modifié. Il englobe le taux communal ainsi que, maintenant, le taux départemental.

Pour l'année 2020, le taux départemental était de 21.45 %, il est donc ajouté à celui de la Commune qui est de 19.37 %. Le taux de la taxe foncière bâti est donc de 40.82 % sans augmentation.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

M. CUSIN indique que le fait que les impôts ne soient pas plus élevés sur la commune, cela entraîne une perte dans la perception de la DGF du simple fait du potentiel fiscal.

M. SENAULT indique que le Département perd la perception de la taxe sur le foncier Bâti et que l'on peut s'inquiéter de cette perte. Le Département est chargé de la solidarité territoriale, il doit être de plus en plus compliqué d'exercer cette compétence.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents,

- **ACCEPTE** la proposition de Mme l'Adjointe en charge des finances,

Les taux d'imposition pour 2021 sont donc :

Taxe Foncier Bâti	40.82%
Taxe Foncier Non Bâti	70,50%

N°22/2021 - SUBVENTIONS 2021 AUX ASSOCIATIONS

Mme Séverine SEGISMONT, adjointe en charge des finances propose le vote des subventions selon la liste présentée ci-dessous :

Associations	Vote 2021
Les Cabrioles	37 612 €
Art Mixte	3 200 €
L'Internote	3 000 €
Coopérative Ecole Elémentaire	605 €
Coopérative Ecole Maternelle	265 €
La Cave Coop'	1 500 €
Nuil' d'Olive	400 €
Gymnastique Murvielloise	300 €
TOTAL	46 882 €

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Mme SEGISMONT précise que des modifications sont apportées aux montants proposés initialement dans la note de synthèse et le projet de délibération qui avait été envoyé.

En effet, Art Mixte maintenant l'organisation de la Fête du RAT, un montant de subvention de 3 200 € leur sera attribué, montant identique aux années « normales ».

Par ailleurs la Gym Murvielloise demande également que le versement d'une subvention soit maintenu pour un montant de 300 €. En effet, cette association emploie 3 salariés et en cette période où les activités ont cessé elle doit payer les Congés Payés de ces salariés.

Mme TOUZARD souhaite saluer les associations qui traversent une période difficile. Les soutenir est gage de solidarité.

Elle remercie les associations qui ne connaissent pas de difficulté financière et qui n'ont pas demandé de subvention cette année du fait de l'arrêt de leur activité,

Plus tard nous reviendrons sur la demande de Lezard'U ainsi que celle de l'association de VTT dont les dossiers sont en cours d'instruction.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré à la majorité (13 voix sur 19 votants).

Quatre conseillers n'ayant pas pris part au vote, Mme TOUZARD, Mme MOYA -ANNE portant le pouvoir de Mme Mélanie ARNAL, Mme Laurence ROUSSEAU et M. SENAULT portant le pouvoir de M. PRAT soient six voix au total.

- **ACCEPTE** la proposition de Mme SEGISMONT, Adjointe en charge des finances,

- **AUTORISE** l'ouverture des crédits correspondants au chapitre 65.

N°23/2021 - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2021

Mme Séverine SEGISMONT, Adjointe au Maire chargée des Finances, propose au Conseil Municipal d'examiner le budget primitif 2021 de la Commune.

Elle fait une présentation des chapitres de la Section de Fonctionnement ainsi que des chapitres de la Section d'Investissement.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Mme TOUZARD indique que les charges à caractère général sont en baisse depuis 2014 et qu'elles sont parfaitement maîtrisées.

M. ORTIGOSA indique qu'il faudrait rapidement lancer l'achat de la débroussailleuse pour les services techniques.

Mme TOUZARD précise que des subventions ont été demandées par délibération mais que ces dernières ne figurent pas sur le BP 2021 car elles n'ont pas encore été notifiées à la commune. Mme Touzard ajoute que l'on ouvre des lignes pour des crédits et des dépenses selon un certain montant mais il est probable que tout ne soit pas réalisé cette année et échelonné sur 2022 également.

Une ligne pour un emprunt de 192 000 € a ainsi été prévue pour équilibrer le budget mais il se peut que l'on n'en ait pas besoin.

M. SENAULT souhaite savoir si le projet d'achat du terrain pour le cimetière a avancé ?

Mme SEGISMONT indique que c'est une erreur d'intitulé, il s'agit de travaux pour les concessions dans le cimetière actuel, et non pour l'acquisition d'un nouveau terrain.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,

➤ **VOTE** le budget primitif 2021 ainsi qu'il suit :

Section de fonctionnement : Dépenses / Recettes : **1 845 858,70 €**

Section d'investissement : Dépenses / Recettes : **1 014 072,41 €**

La séance est levée à 20h45.